INSTAURATION D'UN ÉTAT THÉOCRATIQUE EN LIBYE

L'embarras des Américains

Le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires au Proche-Orient a achevé, hier, une visite de deux jours à Alger. Lors d'une rencontre avec la presse, Jeffrey D. Feltman a refusé de s'exprimer clairement sur la problématique de l'instauration d'un Etat théocratique en Libye.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Jeffrey D. Feltman, un des principaux diplomates de l'administration Obama, serait-il devenu partisan de la politique de l'autruche ?

Hier, au terme d'une visite de deux jours à Alger, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires au Proche-Orient a refusé de reconnaître que le Conseil national de transition est en phase d'instaurer un Etat théocratique en Libye. «Les Etats-Unis soutiennent le principe général selon lequel un gouvernement ne peut agir dans un contexte de stabilité et répondre aux aspirations de son peuple s'il ne fonctionne pas avec son consentement», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse animée au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Et à la remarque d'un journaliste qui lui rappelait que Mustapha Abdeldjalil avait clairement annoncé, la veille, que la Libye adopterait la Charia, Feltman a eu une réplique plutôt intrigante : «Je ne suis pas au courant de la teneur de la déclaration de M. Abdeldjalil. Donc je ne répondrai qu'en termes généraux.» No comment.

Les Etats-Unis, membres actifs de la coalition militaire qui a provoqué la chute du régime de Mouammar Kadhafi, ont-ils, finalement, aidé à l'instauration d'un Etat théocratique ? «Le soulèvement en Libye est le fait du peuple libyen et n'a pas pris sa source dans aucun autre pays. La communauté internationale s'est impliquée suite à la coopération entre la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU.

Photo : New Press.

Jeffrey D. Feltman, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires au Proche-Orient.

Dès le début, s'est imposée l'exigence de savoir comment assurer la sécurité du peuple libyen dans sa manifestation pacifique qui était de la manière la plus brutale par l'ancien pouvoir de ce pays. Il est dans l'intérêt de tous de voir les autorités libyennes actuelles répondre aux normes internationales. Et nous sommes conscients qu'il existe différentes sensibilités», a expliqué le sous-secrétaire d'Etat en prenant le soin de ne pas répondre à la question.

Jeffrey D. Feltman a toutefois reconnu que la situation sécuritaire dans ce pays est préoccupante du fait du nombre incalculable d'armes en circulation. «Le problème de la prolifération d'armes est grave et constitue un risque pour la région et même au-delà de la région.» Pour lui, l'Algérie «pays leader en matière de lutte contre les trafics transfrontaliers», est appelée à jouer un rôle déterminant pour mettre un terme à la prolifération de ces armes.

Interrogé sur la présence d'une partie des membres de la famille Kadhafi en Algérie, le diplomate américain s'est contenté de dire qu'il n'avait pas évoqué ce sujet avec le président Bouteflika mais avec «certains hauts responsables algériens».

Quant à l'annulation de sa rencontre avec le ministre délégué à la Défense, Abdelmalek Guenaïzia, il a affirmé qu'elle était due à un «problème de programmation».

T. H.

MOHAMED SALAH YAHIAOUI PARLE DU 19 JUIN 1965

Boumediène et Bouteflika s'étaient préparés à fuir

Le défunt président Houari Boumediène n'était donc pas ce parangon de la bravoure que l'histoire officielle avait travaillé à façonner. Mohamed Salah Yahiaoui nous apprend, en effet, que lors du coup d'Etat du 19 juin 1965, Boumediène avait prévu de fuir le pays en cas d'échec de sa tentative de destituer le président Ahmed Ben Bella.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les langues se délient et révèlent parfois des faits importants jusque-là méconnus. Même homéopathiques, ces déballages, devenus récurrents depuis que des «historiques» ont entrepris d'écrire et de publier leurs mémoires, dévoilent souvent des faces cachées de statures dont l'éclat est un pur produit du vernissage officiel. Et c'est à la lecture des mémoires récemment publiés de Tahar Zbiri que Mohamed Salah Yahiaoui, qui joua un rôle actif de premier ordre dans le coup d'Etat, a eu l'éclair de témoigner sur cette folle nuit algéroise.

En vrai, il prend, dans *Echourouk* d'hier, soin de partager une confidence qui lui a été faite par l'ancien ministre de l'Agriculture et membre du Conseil de la révolution Tayebi Larbi à la mort de Boumediène en 1978.

«Vous ignorez quelque chose à la fois important et dangereux et qui a trait à la nuit du 19 juin 1965.

La nuit où vous meniez une des plus dangereuses opérations et que vous étiez entre la vie et la mort… un autre groupe de membres du Conseil de la révolution (et il me cite les noms de Boumediène, Medeghri, Bouteflika, Kaïd Ahmed, Cherif Belkacem et Chabou Abdelkader) a préparé un avion au niveau de l'aérodrome militaire de Boufarik, en prévision d'un échec éventuel de l'opération», a témoigné Mohamed Salah Yahiaoui qui, au passage, a précisé que la confidence lui a été faite au siège du parti (FLN, ndlr) dont il était responsable exécutif.

Mohamed Salah Yahiaoui a relevé que, dans ses mémoires, Tahar Zbiri n'a pas mentionné ce fait. Ce qui signifie qu'il était lui également mis au parfum de cette préparation à la fugue et à l'exil en cas d'échec.

Il serait d'ailleurs intéressant de découvrir vers quelle contrée d'accueil Boumediène et ses amis de putsch ils avaient prévu de s'envoler en cas d'avortement de leur coup d'Etat. La réponse à cette question est détenue par au moins un des six compagnons cités par Tayebi Larbi qui est toujours de ce monde, le président Bouteflika, en l'occurrence. Mais va-t-il trahir ce qui apparaît comme un secret jalousement gardé ? Peu probable, d'autant que le fait l'implique.

Cela étant, Mohamed Salah Yahiaoui, qui n'a su la chose que 13 années plus tard, a tiré une conclusion : «Cette opération a montré, une nouvelle fois, que nous étions toujours considérés, nous dirigeants de l'intérieur, comme second collège.»

S. A. I.

LE CONFLIT À LA LAITERIE DE DRAÂ BEN KHEDDA A BOUCLÉ SA DEUXIÈME SEMAINE

Sidi Saïd interpellé pour faire face aux «manipulations politiques»

Le conflit opposant la direction et les travailleurs de la SPA-Laiterie de Draâ Ben Khedda, pourvoyeur principal en produits laitiers de la wilaya de Tizi Ouzou, a bouclé hier ses deux semaines de grève, dont les contrecoups sont rudement ressentis par la population. Un conflit pas du tout banal du fait surtout de l'une des revendications majeures du collectif des travailleurs qui exige ni plus ni moins que la renationalisation de l'entreprise.

Une exigence «incongrue» pour beaucoup, mais qui trouve grâce chez d'autres, dont le Parti des travailleurs qui, sans trop se faire prier, est entré dans la brèche pour venir, à travers Louisa Hanoune, remettre au goût du jour sa vieille rengaine antilibéraliste lors d'un meeting tenu il y a dix jours dans la ville de Draâ Ben Khedda, donnant, ainsi, des contours plus politiques au conflit.

Ce qui n'est pas fait pour plaire à tout le monde, notamment à l'UGTA qui l'a fait savoir hier à travers une déclaration signée par son premier organe, l'Union de wilaya, qui laisse entendre que les «enjeux opaques de cette grève» font que ce conflit est loin de trouver une solution.

Un alarmisme du premier degré qui a commandé à la première instance de l'UGTA à l'échelle de la wilaya de Tizi-Ouzou d'interpeller ouvertement la Centrale et, partant, Sidi-Saïd, pour «apporter une réponse claire et précise à l'effet de juguler cette crise et aussi faire barrage à un aventurisme politique qui ne sert guère les intérêts des travailleurs».

A. M.

SELON LE DIRECTEUR DU CENTRE DE RECHERCHES STRATÉGIQUES ET SÉCURITAIRES :

«L'Algérie a encore du chemin à faire en termes de démocratie»

Selon le professeur Mohand Berkouk, directeur du Centre de recherches stratégiques et sécuritaires, la garantie de la citoyenneté est liée à la consécration de la démocratie.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'Algérie, dit-il, reconnue comme un pays en voie de démocratisation, doit encore faire un bon chemin afin de consolider ses acquis démocratiques. Le professeur, qui est intervenu hier lors d'une journée consacrée à «la citoyenneté et le développement durable», organisée à Alger par le ministère des Relations avec le Parlement, a tracé quatre priorités sur lesquelles l'Algérie doit concentrer ses efforts. Il s'agit notamment de la révision de la structure politique partisane et civile, de développer une culture de la performance politique au sens des droits économiques, culturels et sociaux des citoyens, de reconstruire une confiance citoyenne face à la justice et d'assurer une transparence et une crédibilité en termes d'instruments de gouvernement. M. Berkouk a indiqué que sur le plan de la transparence, l'Algérie a obtenu une note de 2,9/10 en 2010.

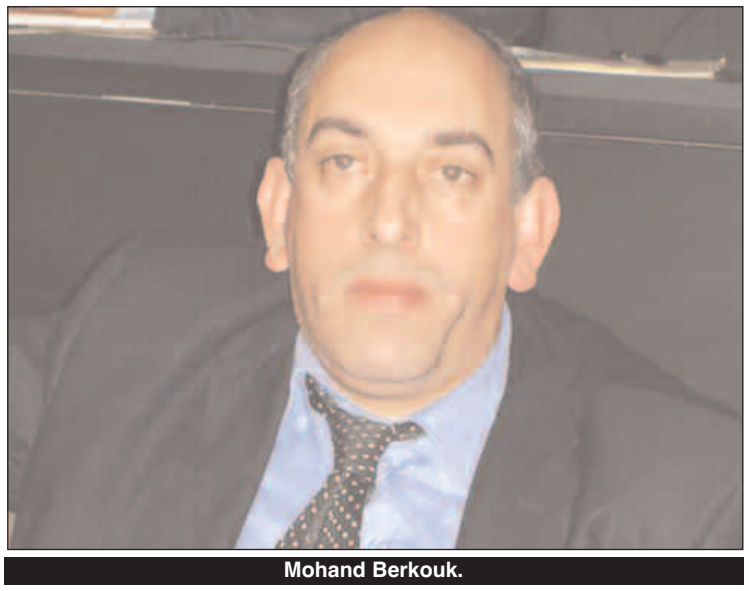

Photo : Samir Sid

Mohand Berkouk.

Un niveau très faible, reconnaît-il, qui devrait, cependant, connaître une amélioration notamment avec la volonté politique de l'Algérie de revoir les fondements essentiels de la démocratie en transformant le système de démocratie procédurale en système de démocratie délégataire. Selon l'intervenant, «c'est la responsabilité de chacun d'être conscient que la stabilité d'un pays dépend essentiellement de deux choses : l'une est la politique de la démocratie et la citoyenneté, l'autre est que la démocratie est une condition essentielle de la sécurité nationale».

S. A.